

PBF November 2025 Project Progress Report



PEACEBUILDING
FUND



APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un récipiendaire, veuillez consulter vos co-récipiendaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velasteguimoya@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- Semestriel
- Annuel
- Final
- Autre

Date de soumission du rapport *

2025-11-15

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Patrice Laventure, Cheffe du Projet PBF Anti-Corruption

Adresse e-mail de la personne soumettant le rapport *

patrice.laventure@undp.org

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Djenanne Feliz-Désir, Cheffe de l'Unité de Gouvernance

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

Oui

Non

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport? *

Vous devriez normalement veiller à ce que le Secrétariat du PBF ou le point focal du PBF aient l'opportunité de procéder à une révision

Oui

Non

Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

Oui Non

Veuillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="radio"/> Asie et le Pacifique | <input type="radio"/> Afrique centrale et australe | <input type="radio"/> Afrique de l'Est |
| <input type="radio"/> Europe et Asie centrale | <input type="radio"/> Global | <input checked="" type="radio"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="radio"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="radio"/> Afrique de l'Ouest | |

Pays de mise en œuvre du projet

- | | | |
|--|--|-----------------------------------|
| <input type="radio"/> Bolivie | <input type="radio"/> Colombie | <input type="radio"/> Costa Rica |
| <input type="radio"/> République dominicaine | <input type="radio"/> Équateur | <input type="radio"/> El Salvador |
| <input type="radio"/> Guatemala | <input checked="" type="radio"/> Haïti | <input type="radio"/> Honduras |
| <input type="radio"/> Pérou | <input type="radio"/> Autres, précisez | |

Autre, veuillez préciser

Titre du projet

*

- 00108363: Appui à la résolution des conflits et à la promotion de la cohésion sociale dans la ville de Jérémie à travers les organisations de jeunes
- 00127434: Appui au Processus Électoral en Haïti (PAPEH) : Prévention des violences liées aux élections y compris la violence politique à l'égard des femmes en Haïti.
- 00130791: Fanm Djanm pou Lapè ak Rekonsilyasyon
- 00120132: Projet Secrétariat: Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix en Haïti
- 00129744: Promotion de la cohésion sociale par le renforcement de la santé mentale et du bien-être psychosocial des femmes et des filles dans le contexte d'insécurité et d'instabilité politique en Haïti.
- 00124535: Réduction de la violence communautaire à Martissant et La Saline
- 00129740: Renforcer la cohésion sociale en Haïti au travers de mécanismes de redevabilité et de transparence opérationnels
- 00119937: Renforcer l'accès à la justice des populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants en vue d'une meilleure cohésion sociale
- 00119985: Renforcer les capacités nationales pour le contrôle des armes et des munitions
- 00125915: Semans lapè: yon jenès angaje pou konstwi yon sisyete miyo / Semences de paix : une jeunesse haïtienne engagée pour construire une société meilleure
- 00133352: Dialogue national pour une économie inclusive et porteuse de paix
- 00134226: Renforcer le leadership et la participation des femmes dans la prévention et la résolution de conflits pour une paix durable en Haïti (Femmes pour la paix)
- 00134293: Construction et institutionnalisation des fondations de l'infrastructure nationale de paix en Haïti
- 00140009: Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en Haïti
- 00140128: Jèn Yo La (Les jeunes sont la !)
- 00140285: Vers un engagement des acteurs pour la réduction de la violence communautaires dans les quartiers à risque
- 00140523: Jeunesse agroécologie et emplois verts pour la paix en Haïti
- 00140651: Appuyer les initiatives nationales en matière de renforcement de l'autorité de l'État afin d'améliorer les relations Etat-Citoyen et encourager le développement d'une paix durable en Haïti
- 00140927: OHCHR support to the Multinational Security Support (MSS) mission to Haiti
- 00140989: 'Fanm lidè k ap lite pou gen akse ak latè ak lapè': Rural Women as catalysts for sustainable peace over land in Haiti
- 00140991: Étendre et protéger un espace civique sûr et inclusif pour les jeunes haïtiennes et haïtiens dans la perspective de la transition vers les élections
- Autre, Precisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

*

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Veuillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre. *

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Asie et le Pacifique | <input type="checkbox"/> Afrique centrale et australe | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Est |
| <input type="checkbox"/> Europe et Asie centrale | <input type="checkbox"/> Global | <input type="checkbox"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="checkbox"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Ouest | |

Veuillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport *

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veuillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre *

Autre, veuillez préciser

Date de début du projet (Date du premier décaissement) *

2021-12-20

Date de fin du projet *

2025-12-31

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet soumettra-t-il une demande de transfert de fonds (FTR) au cours des six prochains mois ? *

- Oui
- Non

Dans l'affirmative, vers quel mois prévoyez-vous présenter la demande ? *

- | | | |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| <input type="radio"/> Janvier | <input type="radio"/> Février | <input type="radio"/> Mars |
| <input type="radio"/> Avril | <input type="radio"/> Mai | <input type="radio"/> Juin |
| <input type="radio"/> Juillet | <input type="radio"/> Août | <input type="radio"/> Septembre |
| <input type="radio"/> Octobre | <input type="radio"/> Novembre | <input type="radio"/> Décembre |

La date de fin du projet actuel est-elle dans 6 mois ? *

- Oui
- Non

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez sélectionner lequel *

- Fonds Fiduciare National
- Fonds Fiduciare Régional

Récipiendaire

L'agende coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- Entité de l'ONU
- Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- PAM : Programme alimentaire mondial
- UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
- FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
- Autre, Precisez

Autre, veuillez préciser

Y a-t-il d'autres récipiendaires pour ce projet ? *

- Aucun autre récipiendaires
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires non l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires de L'ONU et non-ONU

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- PAM : Programme alimentaire mondial
- UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
- FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
- Autre, Precisez

Autre, veuillez préciser *

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU

*

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> ACTED | <input type="checkbox"/> Action Aid UK | <input type="checkbox"/> AAITG (ActionAid the Gambia) |
| <input type="checkbox"/> AEDE | <input type="checkbox"/> African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) | |
| <input type="checkbox"/> Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) | | |
| <input type="checkbox"/> American Friends Service Committee (AFSC) | <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières | |
| <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières Belgium | <input type="checkbox"/> Avocats sans frontières Canada | <input type="checkbox"/> Ayuda en Accion |
| <input type="checkbox"/> BIRN - Balkan Investigative Reporting Network | <input type="checkbox"/> BIOM -Youth Ecological Movemen | |
| <input type="checkbox"/> CARE International UK | <input type="checkbox"/> Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF | |
| <input type="checkbox"/> Christian Aid Ireland | <input type="checkbox"/> COIPRODEN | <input type="checkbox"/> Concern Worldwide |
| <input type="checkbox"/> Conexion Guatemala | <input type="checkbox"/> COOPI - Cooperazione Internazionale | <input type="checkbox"/> CORD Burundi |
| <input type="checkbox"/> CORDAID | <input type="checkbox"/> Corporacion Sisma Mujer | <input type="checkbox"/> CRS - Catholic Relief Services |
| <input type="checkbox"/> DanChurchAid | <input type="checkbox"/> Danish Refugee Council | <input type="checkbox"/> EQUITAS |
| <input type="checkbox"/> Fund for Congolese Women | <input type="checkbox"/> Fundacion Estudios Superior (FESU) | <input type="checkbox"/> Fundación Mi Sangre (FMS) |
| <input type="checkbox"/> Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH) | <input type="checkbox"/> Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP) | |
| <input type="checkbox"/> Geneva Centre for Security Sector Governance (DCAF) | <input type="checkbox"/> HELVETAS Swiss Intercooperation | |
| <input type="checkbox"/> Humanity & Inclusion (HI) | <input type="checkbox"/> ICTJ (International Center for Transitional Justice) | |
| <input type="checkbox"/> Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD) | <input type="checkbox"/> Integrity Watch | |
| <input type="checkbox"/> International Alert | <input type="checkbox"/> International Rescue Committee | <input type="checkbox"/> Interpeace |
| <input type="checkbox"/> Kvinna till Kvinna Foundation | <input type="checkbox"/> Life and Peace Institute (LPI) | |
| <input type="checkbox"/> MDG-EISA - Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar | | |
| <input type="checkbox"/> Mercy Corps | <input type="checkbox"/> MLAL - ProgettoMondo | <input type="checkbox"/> MSIS-TATAO |
| <input type="checkbox"/> NIMD (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) | <input type="checkbox"/> Nonviolent Peaceforce | |
| <input type="checkbox"/> Norwegian Refugee Council (NRC) | <input type="checkbox"/> Nile Sustainable Development Organization - NSDO | |
| <input type="checkbox"/> OCNH-Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti | <input type="checkbox"/> OIKOS | |
| <input type="checkbox"/> ONG Adkoul - ONG Adkoul | <input type="checkbox"/> ONG AZHAR | <input type="checkbox"/> OXFAM |
| <input type="checkbox"/> Peace Direct | <input type="checkbox"/> Plan International | <input type="checkbox"/> PNG UN Country Fund |
| <input type="checkbox"/> Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez | <input type="checkbox"/> ROI - Roza Otunbayeva Initiative | |
| <input type="checkbox"/> Saferworld | <input type="checkbox"/> Sampan'Asa Momba ny Fampandrosoana (SAF/FJKM) | |
| <input type="checkbox"/> Save the Children | <input type="checkbox"/> Search for Common Ground (SFCG) | |
| <input type="checkbox"/> SIHA (Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa) | <input type="checkbox"/> SismaMujer | |
| <input type="checkbox"/> SOS Sahel Sudan | <input type="checkbox"/> Stichting Impunity Watch | <input type="checkbox"/> Tearfund |
| <input type="checkbox"/> The Carter Center, Inc. | <input type="checkbox"/> Trocaire | <input type="checkbox"/> War Child |
| <input type="checkbox"/> War Childhood Museum (WCM) | <input type="checkbox"/> World Vision International | <input type="checkbox"/> World Vision Myanmar |
| <input type="checkbox"/> ZOA | <input type="checkbox"/> blank_placeholder | <input type="checkbox"/> Autre, Precisez |

Autre, veuillez préciser

*

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en œuvre le projet a-t-il transféré de l'argent depuis **le début du projet** ?

7

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent **durant l'année civile en cours** (pour les rapports de juin: janvier à juin ; pour les rapports de novembre: janvier à-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet) ?

4

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation

*

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Organisation onusienne

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

*

Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

*

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

700000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

*

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

700000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

700000

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Sensibiliser la population sur les moyens pacifiques de revendication de ses droits.

2

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Organisation de la société civile locale

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

Ensemble Contre la Corruption (ECC)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

140000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

112398.33

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

112398.33

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mettre en place la plateforme multi-acteurs autour de la lutte contre la corruption.

Organiser de réunions fréquentes et documentées de la plateforme.

Réaliser l'atelier national de rédaction de la feuille de route, sous le leadership de la plateforme de dialogue sur la lutte contre la corruption.

Élaborer une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption.

3

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Organisation de la société civile locale

Quel est le nom du partenaire de mise en œuvre?

Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti (OCNH)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

164271.74

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

140444.74

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Sensibiliser et former les différentes couches de la population des communes de Fort- Liberté, Ouanaminthe, Gonaïves, Jérémie et Port-de-Paix notamment les groupes de femmes et de jeunes, les milieux scolaires, secteurs public et privé sur les enjeux et les défis nationaux relatifs à la corruption afin qu'ils soient mieux à même de défendre et de protéger leurs intérêts.

Réaliser des causeries et des échanges entre la population et les acteurs impliqués, renforcer les connaissances des acteurs de la société civile et des autorités locales sur les mécanismes de faits de corruption. Vulgariser, défendre, faire la promotion sur la problématique de la corruption pour un meilleur accès à l'information sur les droits et les devoirs des citoyens.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation

*

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Organisation de la societe civile locale

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

*

Académie de Formation et de Perfectionnement des Cadres (AFPEC)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

*

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

146000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

*

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

146000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Organisation de recherche, de formation pour le transfert de connaissance, et la formation de formateurs (y compris modules de formation pour l'ENA/ École Nationale d'Administration et autres facultés).

5

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Organisation de la société civile locale

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

Fondasyon Je Klere (FJKL)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

30248.39

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

30248.39

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Sensibiliser et former les différentes couches de la population de Bas Artibonite, Plateau central et Port-au-Prince notamment les groupes de femmes et de jeunes, les milieux scolaires, secteurs public et privé sur les enjeux et les défis nationaux relatif à la corruption afin qu'ils soient mieux à même de défendre et de protéger leurs intérêts.

Organiser des ateliers de consultation et des séances de formations des OSCs, notamment les organisations de femmes et de jeunes, de ses zones d'intervention dans le but de renforcer leurs capacités et d'engager dans la lutte contre la corruption y compris en matière de monitoring et de dénonciation.

Fournir un appui technique aux organisations impliquées dans l'observatoire.

6

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Office de la Protection du Citoyen (OPC)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet**? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

42000.00

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet**? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

35725.1

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

35725.1

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Documentation des cas de corruption (réception et traitement) ;

Atelier de sensibilisation à l'intention des journalistes et des jeunes protecteurs du citoyen;

Réalisation d'une campagne de sensibilisation dans l'administration publique;

Vulgarisation des normes juridiques relatives à la lutte contre la corruption;

Élaboration, impression et distribution de matériels détaillant et vulgarisant les mécanismes contre la corruption.

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation

*

- Associations Nationales de Jeunes
- Associations Nationales de Femmes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- OSC nationale des femmes et des jeunes
- OSC infranationale des femmes et des jeunes
- Autre

Autre, veuillez préciser

Organisation de la société civile locale

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

*

Institut Haïtien des Droits de l'Homme (IHDH)

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

*

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

264754.74

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

*

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

165648.74

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Organiser des journées de causeries et des séances de formations dans les zones d'interventions de l'IHHD (Nippes, Sud, Nord, Sud' Est, Ouest) entre la population et les acteurs concernés pour déceler des actes de corruption ;

Réaliser des activités dans le cadre des travaux de recherche sur la corruption ;

Organiser des sessions de formation, monitorer des cas de dépenses publiques en conformité avec la convention internationale contre la corruption, ainsi que sur les mécanismes d'examen et le rôle des organisations de la société civile, y compris au profit de journalistes

Faire des simulations de procès contre la corruption pendant les 30 dernières années de concert avec le barreau de Port au Prince

Organiser des ateliers de consultation dans différents départements et des Spots audio sur la corruption.

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

Veuillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillé dans la prochaine section.

Récipiendaire	"Budget total du projet (en full US \$)	Transferts à ce jour (en full US \$)	"Dépenses à ce jour (en full US \$)	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total (calculé automatiquement)
	<i>Veuillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars US.</i>	<i>Veuillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	<i>Veuillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	

	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
TOTAL	3000000	3000000	2686669.65	89.56%

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **89.56%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %. *

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet? *

25.17

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 755100**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

Correct Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US. *

755009.28

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de *

\$US 676234.75. Ce montant est-il correct ?

- Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US *

681406.54

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES. *

Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

Rapport financier PNUD au 31 octobre 2025_VF-17_4_27.xlsx



Marqueurs de projet

Veuillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. *

- Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veuillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. *

- Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veuillez sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet *

- (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- (1.2) État de droit
- (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- (1.4) Dialogue politique
- (2.1) Réconciliation nationale
- (2.2) Gouvernance démocratique
- (2.3) Prévention/gestion des conflits
- (3.1) Emploi
- (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional
- Aucune

Comité de pilotage et Interactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Durant le cycle de ce rapport, plusieurs rencontres ont été organisées avec les autorités publiques. Le projet a échangé avec les responsables de l'École de la Magistrature (EMA), qui doit accueillir les sessions de formation prévues, notamment à l'intention des Officiers de Police Judiciaire (OPJ). Des discussions ont également eu lieu avec l'Académie de Police pour planifier la formation des commissaires et inspecteurs sur la lutte contre la corruption, ainsi qu'avec la direction de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC). Les échanges avec l'ULCC ont permis d'ajuster les activités de sensibilisation pour mieux les adapter aux pratiques de corruption identifiées au niveau local, et de définir des stratégies d'intervention plus durables. Par ailleurs, des rencontres ont aussi été tenues avec le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire.

Partie I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant

Contractualisation des partenaires

<input type="radio"/> Ne pas commencé	<input type="radio"/> Commencé	<input type="radio"/> Partiellement commencé
<input checked="" type="radio"/> Complété	<input type="radio"/> Pas Applicable	

Recrutement d'équipe

<input type="radio"/> Ne pas commencé	<input type="radio"/> Commencé	<input type="radio"/> Partiellement commencé
<input checked="" type="radio"/> Complété	<input type="radio"/> Pas Applicable	

Collection de lignes de base

<input type="radio"/> Ne pas commencé	<input type="radio"/> Commencé	<input type="radio"/> Partiellement commencé
<input checked="" type="radio"/> Complété	<input type="radio"/> Pas Applicable	

Identification des bénéficiaires *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le Projet « Renforcer la cohésion sociale au travers de mécanismes de redevabilité et de transparence opérationnels » a franchi avec succès au cours de cette année et ce, en dépit des obstacles relatifs à la sécurité globale du pays, les différentes phases de sa mise en œuvre. Tous les accords de collaboration devant permettre d'aboutir à l'atteinte des résultats clés du Projet ont été conclus et sont en phase de clôture. Cela englobe la contractualisation des partenaires, le recrutement du personnel ainsi que d'autres ressources jugées nécessaires à la bonne exécution du Projet.

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produit soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ? *

- Oui
 Non

Si non, veuillez fournir une explication

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Résumé de progrès

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Le projet s'achemine vers sa phase de clôture avec des avancées significatives dans l'atteinte de ses trois résultats stratégiques : l'instauration d'un dialogue national, la sensibilisation citoyenne, et le renforcement institutionnel.

Résultat 1 : Mise en place d'un dialogue national

L'objectif de créer un espace de concertation nationale sur la lutte contre la corruption a été pleinement atteint.

Une plateforme multi-acteurs a été constituée, rassemblant divers segments de la société. Cette plateforme a élaboré une feuille de route consensuelle identifiant les actions prioritaires à mener. Cette feuille de route, en cours de validation et de dissémination à l'échelle nationale, servira de socle à la future Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC). En parallèle, les capacités de cette plateforme seront renforcées pour assurer sa pérennité et son rôle de catalyseur du dialogue interinstitutionnel.

Résultat 2 : Sensibilisation et renforcement des capacités citoyennes

Ce résultat a été atteint grâce à une mobilisation efficace des organisations de la société civile (OCNH, IHDH, FJKL). Des campagnes de sensibilisation ont permis d'informer la population, en particulier les femmes et les jeunes, sur leurs droits et devoirs en matière de lutte contre la corruption. Ces actions ont renforcé leur capacité à revendiquer pacifiquement leurs droits.

Une enquête nationale sur la corruption, menée par la firme DDG, a été finalisée. Elle a permis de valider les outils méthodologiques et d'assurer la qualité des données. Les résultats seront publiés d'ici la fin de l'année.

Les activités communautaires prévues pour 2025 ont été largement réalisées ou amorcées : audits sociaux dans plusieurs départements, forum jeunesse, campagnes de plaidoyer citoyen. Certaines activités initialement prévues en 2024 ont été prolongées sans affecter le calendrier global. Les actions restantes jusqu'à décembre 2025 s'inscrivent dans une stratégie de pérennisation visant à institutionnaliser les acquis : observatoires citoyens, ressources pédagogiques, réseaux locaux de plaidoyer, et ancrage renforcé auprès des institutions publiques.

Parmi les initiatives phares:

- L'École d'été anti-corruption (14-18 juillet 2025), organisée par l'ULCC avec l'appui de l'ONUDC, a formé 60 jeunes universitaires sur les mécanismes de prévention, de dénonciation et de répression de la corruption. Ces jeunes sont désormais des ambassadeurs de l'intégrité.
- La Grande Foire Anti-Corruption (5 septembre 2025), sous le thème « Je Dénonce », a mobilisé la jeunesse et les acteurs culturels autour de la dénonciation citoyenne.
- Trois conférences régionales dans le Grand Nord, organisées par l'IGF, ont réuni plus de 640 participants, dont 568 jeunes, autour des valeurs d'intégrité et de transparence.
- En partenariat avec la CNMP et l'UEH, l'ONUDC a soutenu la chaire "Formation, Études et Recherche en Marchés Publics" dans l'organisation de sessions de formation pour les étudiants (9 octobre), et poursuivra son appui aux initiatives éducatives.

Résultat 3 : Renforcement des institutions clés œuvrant dans la lutte contre la corruption

L'ensemble des activités prévues pour ce résultat a été complété, notamment l'adaptation du manuel d'éthique destiné aux jeunes. Une avancée majeure a été la création d'une Task-Force Interinstitutionnelle Anti-Corruption, réunissant l'IGF, l'ULCC, la CNMP, l'UCREF et le BAFE. Avec l'appui de l'ONUDC, cette Task-Force a élaboré un Plan d'Action Triennal (2025-2028), présenté publiquement en mars 2025.

D'autres actions de renforcement institutionnel ont été menées :

- Une conférence nationale sur le rôle de l'IGF a rassemblé 250 participants.
- Des ateliers spécialisés ont abordé les risques de corruption dans le secteur public, la stratégie nationale anticorruption, et la formation du personnel de l'ULCC à Ouanaminthe.
- Des sessions ciblées sur les investigations financières ont été organisées au Cap-Haïtien, aux Cayes et à Jacmel.
- Un atelier spécifique à Croix-des-Bouquets (mai 2025) a permis de former magistrats et avocats.
- Un atelier de coopération (10-16 octobre) a renforcé la collaboration entre les membres de la Task-Force, harmonisé les procédures d'enquête et de partage d'informations, et recueilli des recommandations pour la SNLCC.
- Enfin, les 26 et 27 août 2025, l'ULCC, avec l'appui de l'ONUDC, a formé les employés du MPCE sur la probité, la déontologie et la prévention de la corruption, contribuant à renforcer l'intégrité et la redevabilité au sein de la

fonction publique.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Durant l'année 2025, le projet PBF anti-corruption a intégré une approche inclusive centrée sur l'autonomisation des femmes et la participation des jeunes, tant dans la conception que dans l'exécution des activités. Concernant l'égalité de genre, plusieurs actions ont été menées pour renforcer la visibilité des femmes dans la lutte contre la corruption. Des sessions de sensibilisation et de dialogue communautaire ont ciblé explicitement les femmes en zones rurales et urbaines, valorisant leur rôle comme actrices de veille et de mobilisation citoyenne. Dans les formations avec les OSC locales, une attention particulière a été portée à l'équilibre de genre et à l'adaptation des contenus aux réalités vécues par les femmes (accès aux services publics, extorsion, etc.).

Par ailleurs, l'OCNH a diffusé des spots médiatiques et capsules thématiques illustrant les impacts différenciés de la corruption sur les femmes, afin de transformer les normes sociales et perceptions. Ces supports, relayés par les radios communautaires, ont permis une large accessibilité, notamment auprès des femmes en zones enclavées. S'agissant des jeunes, le projet a mis en œuvre une stratégie proactive d'engagement. Plusieurs activités leur ont été destinées : forums virtuels avec des étudiants, procès simulés sur la corruption, programmes de tutorat universitaire et concours artistique national « L'art contre la corruption ». Ces espaces ont favorisé l'appropriation des outils de redevabilité, l'expression d'un positionnement éthique et la proposition de solutions concrètes. Les retours qualitatifs soulignent un regain d'intérêt pour l'engagement civique et une meilleure compréhension du lien entre corruption, marginalisation et manque d'opportunités.

Durant ce cycle, l'ONUDC a organisé le 6 mars 2025 une conférence sur le rôle des femmes dans la lutte contre la corruption, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Plusieurs organisations de femmes et de jeunes y ont participé, mettant en lumière les enjeux spécifiques et l'apport des femmes à cette lutte.

Le projet a également veillé à la participation des femmes lors des formations de formateurs sur les audits sociaux : sur 40 bénéficiaires, 17 étaient des femmes. Les modules développés ont pris en compte les préoccupations spécifiques des femmes et des jeunes. Dans le cadre de l'enquête sur l'impact de la corruption sur la population locale, le questionnaire a intégré des actes affectant particulièrement les femmes, tels que la sextorsion, et a encouragé leur participation. Parmi les répondants, 60,49 % étaient des femmes.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ? *

- Oui
 Non

POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :

Le projet démontre-t-il des résultats en matière de consolidation de la paix (au niveau des résultats du projet) ? *

Au niveau des résultats de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.

- Oui
 Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de résultats concrets en matière de consolidation de la paix *

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Le Projet a renforcé les capacités des acteurs locaux impliqués dans la lutte contre la corruption en les formant aux audits sociaux pour renforcer le contrôle citoyen et en créant des réseaux au niveau départemental. Ainsi, huit (8) pools départementaux de formateurs en audit social ont été mis en place par le projet pour combler le déficit de capacités locales en mesure de former et d'accompagner les associations communautaires dans ce domaine. Ces pools, constitués au total de 34 cadres des directions départementales de l'OPC et de l'ULCC, ont été établis dans les départements de l'Artibonite, du Centre, de la Grand'Anse, des Nippes, du Nord, du Nord-Est, du Sud et du Sud-Est. Il s'agit de 25 personnes de l'OPC (12 hommes et 13 femmes) et de 7 personnes de l'ULCC (5 hommes et 2 femmes).

En collaboration avec ses partenaires nationaux (OPC, ULCC, OCNH et IHDH), de mai à juillet 2025, le projet a renforcé les capacités de 161 organisations locales en matière d'audit social dans huit (8) départements du pays : Nord-Est, Nord, Nippes, Sud, Sud-Est, Centre, Artibonite et Grand' Anse à travers des sessions de formations en audits sociaux.

Ces sessions formations ont généré des résultats tangibles contribuant directement à la consolidation de la paix. Deux observatoires citoyens ont été mis en place à Gonaïves et Hinche, et commencent déjà à documenter des cas concrets de corruption au niveau local. À Hinche, les démarches de jeunes formés ont même conduit à une arrestation officielle, démontrant un renforcement de la redevabilité institutionnelle.

Plus encore, les bénéficiaires formés – dont des membres d'OSC locales – ont commencé à se structurer en consortiums pour concevoir des plans d'audits citoyens, organiser des discussions communautaires sur la transparence des projets publics, et collaborer directement avec l'ULCC et l'OPC. Cette dynamique a contribué à briser l'isolement des acteurs communautaires, tout en renforçant la confiance entre la société civile et les institutions de contrôle.

Les résultats d'une enquête de perception menée auprès de 25 bénéficiaires des formations en audits sociaux montrent que :

- 83 % estiment que les formations ont renforcé leur compréhension de la transparence et de la redevabilité ;
- 71 % appliquent déjà les méthodes d'audit dans leur communauté.

Ces impacts démontrent que les activités de veille citoyenne ne se limitent pas à une sensibilisation, mais s'inscrivent dans un changement structurel des rapports entre citoyens et institutions. L'approche participative a permis de bâtir un socle de dialogue et de coopération, essentiel pour prévenir les tensions liées à la mauvaise gouvernance, tout en outillant les citoyens pour agir en faveur d'un environnement plus juste et transparent.

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

File attachment

Activities references for report 2025-17_32_39.docx



Partie II: Progrès par Résultat du projet

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ? *

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 *

Un dialogue national sur la lutte contre la corruption est établi à travers de larges consultations multi-niveaux et permet de faire émerger un consensus sur les actions à mener

Résultat 2 *

La population, et notamment les femmes et les jeunes, est mieux à même d'exercer ses droits et ses devoirs en matière de lutte contre la corruption et dispose de moyens pacifiques pour exprimer ses revendications

Résultat 3 *

Les capacités des institutions nationales pour lutter contre la corruption sont renforcées en mettant l'accent sur la prévention et une coordination interinstitutionnelle renforcée.

Résultat 4 *

Résultat 5 *

Résultat 6 *

Résultat 7 *

Résultat 8 *

Résultats Additionnels *

Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous

- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le par "N/A" et fournissez toute explication.
- Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

» Résultat 1 : Un dialogue national sur la lutte contre la corruption est établi à travers de larges consultations multi-niveaux et permet de faire émerger un consensus sur les actions à mener

O C 1	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
1. 1	Pourcentage de recommandations et décisions de la plateforme mises en œuvre permettant de renforcer le consensus national dans la lutte contre l'impunité et la corruption	0	Au moins 35%	Plus de 50%	Plus de 50%	La validation de plus de 50 % des recommandations soumises lors des assemblées générales a favorisé la mesure de cet indicateur.
1. 2	Pourcentage des recommandations relatives à la cohésion sociale en lien avec la corruption/impunité produites par des consultations incluant des représentants de toutes les parties prenantes (institutions, OSCs, secteur privé, femmes, jeunesse, etc.)	0	90%	Environ 95%	Environ 95%	La mise en place des ateliers sur les consultations finales, validation et dissémination de la feuille de route contribue à l'atteinte de cet indicateur

1. 3						
1. 4						
1. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 1?

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 1.

.....

Produit 1.1

Une plateforme de dialogue multi-acteurs autour de la lutte contre la corruption est mise en place

.....

Produit 1.2

Une feuille de route inclusive est développée par la plateforme multi-acteurs sur la lutte contre la corruption

.....

Produit 1.3

Les capacités de la plateforme multi-acteurs sont renforcées pour élaborer d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption

.....

Produit 1.4

.....

Produit 1.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 1.1: Une plateforme de dialogue multi-acteurs autour de la lutte contre la corruption est mise en place

1. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changement à l'indicateur</i>
1. 1. 1	Existence du diagnostic et Cartographie des acteurs	0	1	0	1	Diagnostic et cartographie des acteurs disponibles. Méthodologie participative incluant les contributions des institutions de contrôle (ULCC, UCREF, IGF, CNMP, etc), des organisations de la société civile et du secteur privé.

1. 1. 2	Existence de la plateforme et de ses structures de gouvernance	0	11	1	1	Organisation de plus quatre assemblées générales ayant conduit à la mise en place de la plateforme multi-acteurs, et une volonté politique accrue des institutions publiques et de la société civile en faveur d'une coordination interinstitutionnelle.
1. 1. 3	Nombre de participants aux réunions et aux évènements thématiques relatifs à la consolidation de la paix, la cohésion sociale en lien	317	Au moins 300, désagrégé par âge et par sexe (dont au moins 100 de femmes et au moins 50 bénéficiaires de moins de 25 ans)	115 participants (22 femmes et 2 de moins de 25 ans)	432 participants en présentiels (186 femmes et environ 15 bénéficiaires de moins de 25 ans)	Des réunions documentées de la plateforme ont pu contribuer à l'atteinte de cet indicateur(De mai à juillet 2025).
1. 1. 4						
1. 1. 5						

» Produit 1.2: Une feuille de route inclusive est développée par la plateforme multi-acteurs sur la lutte contre la corruption

1. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 2. 1	Nombre de participants aux sessions de consultation, désagrégé par âge, sexe, et zone géographique	0	100 (dont au moins 30 femmes et 20 de moins de 25 ans)	127 (dont 41 femmes et 2 de moins de 25 ans avec 36 participants aux Gonaives, 30 Cap-Haitien, 28 Jacmel, 33 Cayes)	127 (dont 41 femmes et 2 de moins de 25 ans avec 36 participants aux Gonaives, 30 Cap-Haitien, 28 Jacmel, 33 Cayes)	Des sessions de consultations sur la base du diagnostic ont contribué à la mesure de cet indicateur du 5 au 15 aout 2025.
1. 2. 2	Existence de la feuille de route nationale	0	1	1	1	
1. 2. 3	Nombre d'acteurs sensibilisés et Informés sur la feuille de route	0	Au moins 250 (dont 100 femmes et 50 de moins de 25 ans)	28 (dont 8 femmes et 5 de moins de 25 ans)	28 (dont 8 femmes et 5 de moins de 25 ans)	L'activité de sensibilisation et de présentation de la feuille de route au grand public contribuant à l'atteinte de cet indicateur est prévue le 28 novembre 2025 avant la fin administrative du projet.

1. 2. 4						
1. 2. 5						

» Produit 1.3: Les capacités de la plateforme multi-acteurs sont renforcées pour élaborer d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption

1. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 3. 1	Existence du diagnostic	0	1	1	1	Un diagnostic a été menée en province au cours du mois d'aout pour fonder les interventions sur une analyse partagée de la réalité, contribuant à l'atteinte de cet indicateur.
1. 3. 2	Nombre de participants aux formations, pourcentage d'augmentation des connaissances notamment sur la cohésion sociale et la consolidation de la paix liés à la corruption/impunité, désagrégé par âge, sexe et zone géographique	0	Au moins 35 personnes (dont au moins 15 femmes), au moins 35% augmentation	0	94 personnes, 2 en région et 92 aire métropolitaine de Port-au- Prince (dont 32 femmes), environ 41 % d'augmentation	Activités de formation au profit des institutions de l'administration publique avec une mise en avant de cas concrets et d'exemples liés à la corruption, la cohésion sociale et la paix

1. 3. 3	Nombre de formateurs formés, désagrégé par sexe et par zone géographique	0	Au moins 25 personnes dont au moins 10 femmes	0	101 Personnes dont 18 femmes (1 personne en région et 100 aire métropolitaine de Port-au-Prince)	L'importance de la thématique a suscité l'intérêt et a facilité l'accès pour un plus grand nombre de candidats.
1. 3. 4						
1. 3. 5						

» Produit 1.4:

1. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
1. 4. 1						
1. 4. 2						
1. 4. 3						
1. 4. 4						
1. 4. 5						

» Produit 1.5:

1. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
1. 5. 1						
1. 5. 2						
1. 5. 3						
1. 5. 4						
1. 5. 5						

» Résultat 2 : La population, et notamment les femmes et les jeunes, est mieux à même d'exercer ses droits et ses devoirs en matière de lutte contre la corruption et dispose de moyens pacifiques pour exprimer ses revendications

O C 2	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
2. 1	Pourcentage de la population ayant été sensibilisée en vue de promouvoir la redevabilité et la lutte contre la corruption	0	Au moins 70% (dont 30% de femme et 30% de jeunes)	7% dont 20 2% femmes, 4% jeunes Des centaines de millier de personnes sensibilisées indirectement (spot, radio, télé, médias sociaux)	37% environ 40 % femmes et 21% jeunes de moins de 25 ans Plus de 2 000 000 personnes sensibilisées indirectement	
2. 2	Pourcentage des participants aux évènements de sensibilisation et de formation qui estiment être mieux en mesure d'exercer leurs droits et leurs devoirs en matière de la corruption/impunité, désagrégé par âge et par sexe	0	Au moins 70 % (dont 40% de femme et 30% de jeunes)	7% dont 20 2% femmes, 4% jeunes Des centaines de millier de personnes sensibilisées indirectement (spot, radio, télé, médias sociaux)	37% environ 40 % femmes et 21% jeunes de moins de 25 ans Plus de 2 000 000 personnes sensibilisées indirectement	
2. 3						

2. 4						
2. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 2

.....

Produit 2.1

Les citoyens, notamment grâce aux organisations de la société civile, ont un meilleur accès à l'information sur leurs droits et leurs devoirs

.....

Produit 2.2

Les mécanismes d'observation de la société civile sont renforcés

.....

Produit 2.3

Des supports d'éducation à la lutte contre la corruption et à l'intégrité ciblant les jeunes sont élaborés

.....

Produit 2.4

.....

Produit 2.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 2.1: Les citoyens, notamment grâce aux organisations de la société civile, ont un meilleur accès à l'information sur leurs droits et leurs devoirs

2. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
2. 1. 1	Nombre de personnes sensibilisées et outillées sur la lutte contre la corruption désagrégée par âge, sexe et par zone géographique	0	100 (dont au moins 30% des femmes et 30% des jeunes)		811(dont 35% des femmes et plus de 30% des jeunes)	Tenue d'une journée de réflexion multisectorielle le 9 décembre 2024, mobilisant acteurs publics et non étatiques pour renforcer la sensibilisation aux cadres juridiques et institutionnels anticorruption.
2. 1. 2	Pourcentage de la population sensibilisée sur la corruption, y compris le nombre d'élèves et des membres des secteurs publics et privés désagrégé par âge, sexe et zone géographique	environ 10%	50% (dont au moins 30% des femmes et 30% des jeunes)	7% dont 20 2% femmes, 4% jeunes Des centaines de millier de personnes sensibilisées indirectement (spot, radio, télé, médias sociaux)	37% environ 40 % femmes et 21% jeunes de moins de 25 ans Plus de 2 000 000 personnes sensibilisées indirectement	

2. 1. 3	Nombre de participants outillés sur leur rôle et le mécanisme d'examen	16	40 (dont 20 femmes et 13 jeunes)	53 (dont 16 femmes)	69 (dont 17 femme)	Mise en place de d'une formation sur la documentation des cas et d'une formation sur les mécanismes d'examen et leur rôle dans la redevabilité contribue à renseigner cet indicateur.
2. 1. 4	Pourcentage des participants ayant exprimé une perception positive sur le forum des jeunes haïtiens	0%	Cible : 60% (dont 50% de femmes), parmi les participants haïtiens	0	96% (dont 30% de femmes), parmi les participants haïtiens	La mise en œuvre de cette activité avec les jeunes et les sujets traités en lien avec leurs préoccupations (corruption, sécurité, paix, inclusion) favorisent l'atteinte de cet indicateur.
2. 1. 5						

» Produit 2.2: Les mécanismes d'observation de la société civile sont renforcés

2.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.2.1	Existence d'un observatoire de lutte contre la corruption	0	1	2	2	Mise en place de 2 observatoires des organisations de la société civile pour contribuer à la mesure de cet indicateur ou cours des mois de mai et juin 2025.
2.2.2	Nombre d'activités de monitoring ayant abouti à un rapport sur la corruption	0	2	1	1	Mise en œuvre d'une activité de suivi communautaire conduisant à la rédaction d'un rapport sur la transparence favorise la mesure de cet indicateur.

2. 2. 3	Nombre de personnes outillées sur la question de corruption au regard des recommandations des organes de traités	20%	40 (dont au moins 30% des femmes et 30% des jeunes)	161 (dont 22% des femmes)	161 (dont 22% des femmes)	Les activités qui devraient contribuer à la mesure de cet indicateur ont été réalisées et ont permis d'outiller sur la question de corruption au regard des recommandations des organes de traités
2. 2. 4						
2. 2. 5						

» **Produit 2.3: Des supports d'éducation à la lutte contre la corruption et à l'intégrité ciblant les jeunes sont élaborés**

2. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 3. 1	Nombre de participants de l'École de la Magistrature, à l'École Nationale de l'administration et l'Académie de Police formés sur la lutte contre la corruption désagrégée par sexe et par zone géographique	0	150 (dont au moins 40% de femmes)	0	181 environ (dont 21% de femmes, 32 aux Cayes, 25 à Jeremie, 149 à Port-au-prince)	Méthodes interactives et cas pratiques liés aux réalités du travail des magistrats et policiers.
2. 3. 2	Existence des manuels éducatifs d'éthique pouvant être intégrés dans le programme national de l'Éducation nationale	0	2	2	2	Les manuels sont disponibles (traduits en créole et en français), et l'expert déjà recruté est actuellement en train d'assurer l'adaptation à la réalité haïtienne.

2.	Existence d'une chaire anticorruption intégrée à l'UEH et associée à une revue scientifique	0	1	1	1	Validation et intégration par l'AFPEC, partenaire clé du projet, du cours sur la corruption dans le système universitaire, en collaboration avec la Conférence des Recteurs et des Universités Haïtiennes (CORPUHA), permet l'atteinte de cet indicateur
2.						
2.						

» Produit 2.4:

2. 4.	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
2. 4. 1						
2. 4. 2						
2. 4. 3						
2. 4. 4						
2. 4. 5						

» Produit 2.5:

2. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
2. 5. 1						
2. 5. 2						
2. 5. 3						
2. 5. 4						
2. 5. 5						

» Résultat 3 : Les capacités des institutions nationales pour lutter contre la corruption sont renforcées en mettant l'accent sur la prévention et une coordination interinstitutionnelle renforcée.

O C 3	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
3. 1	Nombre de mécanismes de contrôle, de prévention et de répression dont les capacités à prévenir et lutter contre la corruption ont été amélioré	0	6	13	16	La mise en œuvre d'actions de renforcement des capacités et de coordination interinstitutionnelle qui supporte ce résultat a été réalisée.
3. 2	Nombre de protocoles et dispositifs conformes aux standards internationaux en matière de lutte contre la corruption mis en place à l'initiative de la task-force	0	10	10	10	La mise en place et validation de protocoles d'intervention et de collaboration interinstitutionnelle élaborés avec l'appui de la task-force
3. 3						
3. 4						

3.					
5					

Combien de produits sont définis sous le résultat 3?

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 3

.....

Produit 3.1

Une task-force interinstitutionnelle sur la lutte contre la corruption est mise en place et fonctionnelle

.....

Produit 3.2

Les cadres des institutions sont plus à même de prévenir les actes de corruption grâce à meilleure connaissance des conséquences et des risques de la corruption dans le secteur public ainsi que du mandat des institutions de contrôle

.....

Produit 3.3

Les capacités des institutions de contrôle, de prévention et de répression sont renforcées pour mettre en œuvre leur mandat de défense des droits des citoyens y compris des femmes et des jeunes

.....

Produit 3.4

.....

Produit 3.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 3.1: Une task-force interinstitutionnelle sur la lutte contre la corruption est mise en place et fonctionnelle

3. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changement à l'indicateur</i>
3. 1. 1	Existence de termes de référence de la task-force approuvés	0	1	1	1	Processus participatif d'élaboration et de validation des TDR, impliquant les institutions membres de la task-force (ULCC, UCREF, IGF, CNMP, BAFE).
3. 1. 2	Pourcentage de femmes composant les groupes de travail thématiques	0 (groupes thématiques non-existants)	au moins 30%	34% de femmes	34% de femmes	Implication accrue des femmes cadres des institutions publiques et OSC dans les groupes thématiques, encouragée par les efforts de sensibilisation du projet sur l'intégration du genre dans la gouvernance anticorruption.

3. 1. 3	% (Pourcentage) des recommandations ou des décisions prises lors des réunions mises en application	0	40%	Environ 45 %	Environ 45 %	Les recommandations issues des réunions de la task-force, qui soutiennent cet indicateur, ont été appuyées.
3. 1. 4						
3. 1. 5						

» Produit 3.2: Les cadres des institutions sont plus à même de prévenir les actes de corruption grâce à meilleure connaissance des conséquences et des risques de la corruption dans le secteur public ainsi que du mandat des institutions de contrôle

3. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 2. 1	Nombre d'ateliers d'évaluation des risques de corruption	0	8 ateliers avec au moins 30% de femmes comme participantes et présentatrices/intervenantes	8	8	Les ateliers prévus ont été réalisés avec la participation active des institutions publiques clés, favorisant une meilleure identification des risques de corruption.
3. 2. 2	Nombre de conférences thématiques interinstitutionnelles	2	6 [2 conférences par thématiques faisant l'objet d'un groupe de travail avec au moins 30% de femmes comme participantes et présentatrices/intervenantes]	13 (environ 40% de femmes comme participantes et intervenantes)	16 (environ 40% de femmes comme participantes et intervenantes)	Les conférences interinstitutionnelles ont été organisées conformément au plan de travail, avec la participation active des institutions publiques
3. 2. 3						

3. 2. 4						
3. 2. 5						

» Produit 3.3: Les capacités des institutions de contrôle, de prévention et de répression sont renforcées pour mettre en œuvre leur mandat de défense des droits des citoyens y compris des femmes et des jeunes

3. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 3. 1	Nombre de participants d'OPJ renforcés en matière d'investigation et analyse des rapports financiers et administratifs désagrégé par sexe et par zone géographique	0	60 dont au moins 40% de femmes et 20% de jeunes	218 dont 18% de femmes	218 dont 18% de femmes	Les activités de renforcement de capacités des OPJ en matière d'enquêtes financières et d'analyse des rapports administratifs qui supporte cet indicateur ont été mise en place.
3. 3. 2	Existence d'un code de déontologie judiciaire	0	1	0	1	L'adoption formelle d'un code devient difficile à court terme, puisque le CSPJ a adopté un guide de déontologie. Par ailleurs, le projet travaille sur les lignes directrices avec les acteurs judiciaires.

3. 3. 3	Nombre de participants formés sur la documentation des cas de corruption désagrégé par sexe et par zone géographique	0	30 dont au moins 20% de femmes et 10% de jeunes	243 dont 38% de femmes et 13% de jeunes	243 dont 38% de femmes et 13% de jeunes	
3. 3. 4						
3. 3. 5						

» Produit 3.4:

3. 4.	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
3. 4. 1						
3. 4. 2						
3. 4. 3						
3. 4. 4						
3. 4. 5						

» Produit 3.5:

3. 5.	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
3. 5. 1						
3. 5. 2						
3. 5. 3						
3. 5. 4						
3. 5. 5						

» Résultat 4 :

Produit 4.2

.....

Produit 4.3

.....

Produit 4.4

.....

Produit 4.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 4.1:

4. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
4. 1. 1						
4. 1. 2						
4. 1. 3						
4. 1. 4						
4. 1. 5						

» Produit 4.2:

4. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
4. 2. 1						
4. 2. 2						
4. 2. 3						
4. 2. 4						
4. 2. 5						

» Produit 4.3:

4. 3.	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
4. 3. 1						
4. 3. 2						
4. 3. 3						
4. 3. 4						
4. 3. 5						

» Produit 4.4:

4. 4. 4. s	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
4. 4. 1						
4. 4. 2						
4. 4. 3						
4. 4. 4						
4. 4. 5						

» Produit 4.5:

4. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
4. 5. 1						
4. 5. 2						
4. 5. 3						
4. 5. 4						
4. 5. 5						

Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants.

*

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, at pour chacun, la date approximative et une brève description, inculant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

Événements	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs (900 caractères)
Événement 1	Journée internationale de lutte contre la corruption	9 décembre	Cap-Haïtien	Grand public, OSC locales, autorités locales, étudiants.	Sensibiliser le public sur les effets de la corruption, promouvoir l'engagement citoyen et institutionnel.
Événement 2	Espaces de discussion OSC - autorités locales	Nord : 27 novembre 2025 • Sud : 29 novembre 2025 • Sud-Est : 2 décembre 2025 • Nippes : 5 décembre 2025	Nippes, Jacmel, Cayes, Cap-Haïtien	Organisations locales, autorités municipales, représentants de l'État.	Créer un dialogue structuré entre les organisations formées à l'audit social et les autorités locales sur les cas de corruption observés.
Événement 3	Deux journées de formation sur l'audit social	18 et 19 décembre 2025	Ouest (Port-au-Prince)	Organisations étudiantes, jeunes leaders, membres de la société civile.	Renforcer les capacités des étudiants et OSC en audit social, notamment les nouveaux entrants dans le programme.

Événement 4	Lancement de projets d'audit social participatif (pilote)	Novembre-décembre 2025	Nippes, Sud-Est, Sud, Nord	Groupes d'OSC précédemment formés, institutions ciblées par les audits	Appuyer les groupes d'OSC à conduire des enquêtes sur des cas concrets de corruption, en lien avec les institutions locales.
--------------------	---	------------------------	----------------------------	--	--

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leur vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quel est l'impact du projet sur leur vies?	Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

1	Organisations de la société civile locales	<p>Les OSC locales faisaient face à un manque d'outils concrets pour documenter et dénoncer les actes de corruption. Elles manquaient de formation technique sur l'audit social et n'avaient que peu d'accès à des espaces de dialogue structurés avec les autorités locales.</p> <p>Grâce aux formations sur l'audit social organisées par l'IHDH et l'OCNH avec l'appui du HCDH, plus de 150 OSC locales dans huit départements ont acquis des compétences concrètes en suivi budgétaire, en documentation de cas et en plaidoyer. Deux observatoires citoyens ont été créés à Hinche et Gonaïves, favorisant l'action collective.</p>	<p>« Avant cette formation, nous ne savions pas comment nous faire entendre. Aujourd'hui, nous savons où chercher l'information et comment interroger les autorités sans peur. » — Représentante d'une OSC formée à Hinche.</p>
2	Jeunes et étudiants	<p>Les jeunes se disaient désillusionnés, marginalisés des processus de gouvernance et peu informés des mécanismes institutionnels existants contre la corruption. À travers le Forum national Jeunesse Transparente (mars 2025), le projet a permis à des dizaines de jeunes d'échanger avec des experts de l'ULCC, du HCDH et du RENAEH. Le forum a renforcé leur engagement et favorisé la création de clubs d'initiatives dans les universités.</p>	<p>« C'est la première fois que je me sens utile dans la lutte contre la corruption. On a pu poser nos questions directement aux responsables. » — Étudiant participant au forum Jeunesse Transparente, Port-au-Prince .</p>

3	Institutions publiques de contrôle (ULCC, OPC, IGF)	<p>Les institutions comme l'ULCC, l'OPC et l'IGF faisaient face à une fragmentation des efforts, un déficit de coordination interinstitutionnelle et un manque de relais communautaires fiables.</p> <p>Le projet a contribué à la formation de 34 cadres techniques (ULCC, OPC), et à la structuration d'un dialogue avec les OSC. L'analyse de risques dans les douanes et les enquêtes citoyennes ont enrichi leur base d'intervention.</p>	<p>« Ces formations nous ont permis de comprendre comment les citoyens peuvent devenir des alliés dans notre travail. Cela change la donne. » — Cadre ULCC formé au Cap-Haïtien .</p>
4			

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédents, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet

Veuillez limiter votre réponse à 4000 caractères

Au-delà des effets directs sur les parties prenantes principales, le projet a généré des changements sur le plan sociétal, en contribuant à une meilleure compréhension de la corruption, en stimulant l'action citoyenne et en facilitant l'émergence de synergies nouvelles entre acteurs publics et non étatiques :

Un jalon déterminant a été la réalisation de l'enquête nationale sur la corruption par la firme indépendante Diagnostic and Development Group (DDG). Cette enquête, menée entre mars et mai 2025 dans les dix départements du pays, a permis d'interroger 3 435 ménages sur leurs perceptions, leurs expériences et les impacts de la corruption sur leurs droits fondamentaux, notamment l'accès à la santé, à la justice et à l'éducation. Ce travail inédit représente une avancée majeure dans la production de données représentatives, actuelles et contextualisées sur la corruption en Haïti. Il constitue une base empirique solide pour alimenter la stratégie des institutions publiques et le plaidoyer des OSC.

Le HCDH a joué un rôle clé d'accompagnement technique tout au long du processus. Une consultante a été mobilisée pour évaluer les outils de collecte proposés, tester leur validité terrain, former les agents enquêteurs et superviser le traitement des données. Cet encadrement a permis de garantir la qualité éthique, technique et méthodologique du processus. Cette approche a permis d'assurer une collecte fiable, sécurisée et conforme aux standards internationaux, minimisant les biais potentiels et maximisant la crédibilité des résultats à venir.

L'impact humain de cette enquête est double. D'une part, elle donne la parole à des milliers de citoyennes et citoyens, souvent exclus des mécanismes formels de participation, et documente leurs réalités vécues. D'autre part, elle outille les OSC, les organes de contrôle et les médias et les bailleurs de fonds pour appuyer leurs interventions sur une base factuelle, augmentant ainsi leur efficacité et leur légitimité.

En parallèle, le projet a facilité la montée en puissance d'un réseau national d'acteurs engagés dans la redevabilité, intégrant les jeunes, les femmes, les OSC, les autorités locales, les institutions nationales (ULCC, IGF, OPC, CNMP) et les universitaires. Ces groupes bénéficient désormais de modules de formation, d'outils d'audit, d'espaces de dialogue et d'un accès à une base de données commune.

Les activités de sensibilisation ont aussi porté leurs fruits : concours artistiques, forums publics, émissions éducatives, et journées de dialogue ont permis de démythifier la corruption et d'encourager une participation citoyenne plus active. De nombreux participants, notamment parmi les jeunes et les femmes, témoignent d'une transformation personnelle dans leur manière d'interagir avec les services publics.

En somme, le projet a permis d'ancrer des dynamiques durables : produire des données de qualité, construire une culture de la transparence, renforcer l'action communautaire et institutionnelle, et créer une nouvelle norme sociale fondée sur la redevabilité. Le soutien technique du HCDH, notamment dans l'encadrement de la collecte de données, a été déterminant pour garantir la rigueur, l'appropriation et l'impact de ces avancées.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

OPTIONAL

Fichier 1

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Fichier 2

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Fichier 3

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé:

*

Veuillez sélectionner jusqu'à 3.

- Numérisation améliorée
- Des méthodes de travail innovantes
- Ressources supplémentaires mobilisées
- Cadres politiques améliorés ou initiés
- Capacités renforcées
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le Projet a tissé durant ce cycle un partenariat avec l'organisation de la société civile dénommée Ensemble Contre la Corruption dont la mission consiste à travailler sur la mise en place de la plateforme multi-acteurs devant élaborer la feuille de route inclusive en matière de lutte contre la corruption. Ce partenariat se révèle très opportun dans la mesure où ECC regroupe déjà un ensemble d'organisations non étatiques. Ce partenariat devra permettre la réalisation du Résultat 1 du Projet consistant en la réalisation du dialogue national sur la lutte contre la corruption.

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Avec qui travaillons-nous

*

- Renforcement des partenariats avec les IFI
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- En partenariat avec des entités infranationales
- En partenariat avec des entités nationales
- En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le Projet travaille dans le cadre de la mise en œuvre des différents résultats avec plusieurs organisations de la société civile. Chacune de ces OSCs participe à la mise en œuvre des activités du projet. L'AFPEC par exemple a pu nous permettre la réalisation du transfert de connaissance en matière de lutte contre la corruption. OCNH a pu nous appuyer dans la sensibilisation en matière de lutte contre la corruption à travers des causeries et des échanges entre la population et les acteurs impliqués, renforcer les connaissances des acteurs de la société civile et des autorités locales sur les mécanismes de faits de corruption.

Plusieurs entités nationales collaborent dans la mise en œuvre des activités du Projet et en particulier les institutions clés luttant contre la corruption. Nous pouvons nommer l'ULCC, la CNMP, l'IGF, la CSCCA, la PNH, le MJSP etc.

Leave no one behind – Ne laisser personne de côté

Sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décrí dans le document projet *

Obligatoire

- Persons sans-emploi (Chômeurs)
- Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- Communautés autochtones
- Personnes handicapées
- Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- Femmes
- Jeunesse
- Enfants
- Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- Personnes affectées par les conflits armés
- Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité

» Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Durant la période de référence, le dispositif de suivi et évaluation du projet a été pleinement mobilisé pour assurer le suivi de la mise en œuvre, ajuster les stratégies et garantir la redevabilité. En janvier 2025, le Plan de travail annuel et le Plan de suivi ont été actualisés pour intégrer les ajustements nécessaires et les nouvelles activités. Le tableau de suivi des indicateurs (ITT) a été mis à jour en mai 2025, reflétant des avancées notables, avec plusieurs indicateurs ayant dépassé leur cible initiale, notamment sur l'enquête diagnostic et la sensibilisation du public. Différentes activités de suivi ont été renforcé par une coordination régulière avec les partenaires (ECC, OPC, OCNH, IHDH, ULCC, ONUDC, IGF, CNMP), à travers des réunions, des échanges techniques et des suivi de terrain, notamment dans les interventions menées et les départements où les audits sociaux étaient en cours. Deux réunions stratégiques avec le PBF (janvier et avril 2025) ont permis de faire le point sur les avancées du projet. Les informations ont été partagées entre les agences et archivées. Des outils de collecte de données (fiches de présence, rapports, formulaires d'inscription) ont été utilisés pour documenter les résultats. Le respect des procédures du bailleur a été assuré par une documentation rigoureuse, des rapports transmis à temps et la validation des produits techniques. Un effort a été fait pour aligner chaque activité aux objectifs de consolidation de la paix, via des TDR validés en amont et un plan de sensibilisation (panneaux, T-shirts, etc.). Sur le plan financier, un travail conjoint entre l'équipe S&E et la gestion financière a permis de croiser l'exécution physique avec les dépenses, garantissant la cohérence et la rentabilité des actions. Des réajustements budgétaires ont été opérés selon les réalités du terrain. Par ailleurs, plusieurs cadres publics et membres de la Task-Force ont été formés à l'utilisation d'outils numériques et à la passation de marchés. Enfin, une planification de missions conjointes entre l'OPC, l'ULCC, le PNUD et l'ONUDC est prévue pour renforcer l'harmonisation des approches. Une évaluation finale du projet est également planifiée pour le prochain semestre. Ces efforts visent à garantir des interventions efficaces, adaptées au contexte et alignées sur les résultats attendus.

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? *

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

- Oui
 Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description. Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles. *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a bien conduit une étude de référence (Baseline) en amont de la mise en œuvre opérationnelle, dans l'objectif de fournir des données qualitatives et quantitatives afin d'établir les bases de référence pour mesurer les progrès relatifs aux résultats attendus. Toutefois, les données initiales clés n'ont pu être identifiées en raison d'un manque d'informations disponibles, l'absence d'indicateurs préexistants standardisés dans certaines institutions partenaires. La nature innovante du projet a rendu complexe la collecte de ces données initiales. Face à ces limites, une approche consisterait à utiliser les données issues de la première année de mise en œuvre du projet comme données de référence pour certains indicateurs. Cette solution permet à la fois de documenter les premiers effets mesurables du projet et de disposer de points de comparaison cohérents pour l'évaluation intermédiaire et finale.

Précisez quelles sources de preuves ont été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) :

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a efficacement mobilisé diverses sources de preuves pour démontrer l'avancement et l'impact des activités réalisées. Parmi les principaux supports utilisés, les feuilles de présence sont une source fiable, permettant de quantifier la participation et de vérifier l'engagement des individus lors des différentes sessions, ateliers et événements. Ensuite, les rapports narratifs détaillent les activités et les résultats atteints dans le cadre du projet. Les articles de presse et les publications médiatiques pour des efforts de sensibilisation et de communication auprès des communautés et des bénéficiaires. Enfin, les preuves visuelles, telles que les photos et vidéos, et les enregistrements audios offrent une documentation claire et objective des actions menées.

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de résultat ? *

L'enquête de perception est une collecte formelle d'informations auprès d'un échantillon de répondants sélectionnés au hasard par le biais de leurs réponses à des questions standardisées. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations.

[link](#)

Oui

Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Dans le cadre de sa stratégie de suivi axée sur les résultats, le projet a lancé une enquête nationale sur la gouvernance et la corruption en partenariat avec l'ULCC, afin de disposer de données fiables sur les perceptions et les impacts de la corruption en Haïti. Confiee à la firme JESCA Solutions, sélectionnée via un appel à propositions, l'enquête a été conduite au premier trimestre 2025 et a couvert plus de 2800 ménages et plusieurs sous-groupes de la population (Chef d'entreprises, élus locaux et agents de la fonction publique, dirigeants d'ONG), intéressés de près ou de loin par le sujet de la corruption. Des réunions de cadrage ont permis de garantir la rigueur méthodologique, la représentativité de l'échantillon et le respect des standards éthiques. Cette enquête vise à fournir une lecture fine de l'impact de la corruption sur la cohésion sociale, l'accès aux services et la confiance dans les institutions. Les résultats serviront à ajuster les interventions du projet, à appuyer les actions de la Task-Force anti-corruption. Le dernier livrable a été soumis en septembre 2025. Du côté de HCDH, le projet s'appuie sur la production et la diffusion d'une base de données empirique inédite sur la corruption en Haïti, élaborée à partir de l'enquête nationale réalisée par la firme DDG entre mars et mai 2025. Cette enquête, appuyée techniquement par le HCDH afin d'en garantir la rigueur méthodologique et l'intégrité des données, couvre les dix départements du pays et repose sur les perceptions de plus de 3 400 ménages.

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ? *

Le mécanisme de feedback communautaire, ou suivi communautaire, est un système organisé permettant aux communautés de participants de surveiller les effets et l'impact locaux d'une intervention. Idéalement, ce système permet à la communauté d'exprimer si ses attentes sont satisfaites et de fournir des suggestions aux décideurs pour un éventuel (re)centrage. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations

[link](#)

Oui

Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

- Oui
- Non
- Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD) *

Réponse obligatoire

30000.00

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ?

- Oui
- Non
- Pas Applicable

Décrire les préparatifs pour l'évaluation

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Du 6 au 18 octobre, le projet a conduit une enquête de perception auprès des bénéficiaires directs dans le cadre de la mission conjointe de suivi menée par PBF. Cette évaluation a permis d'organiser des discussions de groupe avec 25 participants ayant pris part aux sessions de formation sur les audits sociaux dans les départements de l'Artibonite, du Nord-Est et du Centre. Cette enquête a offert à l'équipe du projet l'occasion d'identifier les forces et les faiblesses de certaines interventions menées, tout en tirant des enseignements utiles pour orienter les prochaines activités du projet. Elle a également mis en évidence une dynamique positive parmi les organisations de la société civile (OSC) formées, dont certaines ont commencé à se regrouper en consortiums pour élaborer des plans d'audit social et organiser des rencontres citoyennes autour des projets publics. Par ailleurs, une collaboration s'est développée entre les OSC et l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) dans la conduite d'audits sociaux. Deux observatoires citoyens ont déjà été créés et ont entamé la documentation de cas de corruption au niveau local, marquant une étape importante vers l'appropriation communautaire de la lutte contre la corruption. Concernant l'évaluation finale du projet, l'appel d'offres pour le recrutement d'une firme locale spécialisée a été lancé début octobre 2025 et restera ouvert jusqu'à mi-novembre. La sélection du prestataire est prévue pour la fin de novembre, avec un démarrage de la mission d'évaluation immédiatement après. Cette évaluation sera conduite sous la supervision du Spécialiste Suivi & Évaluation du projet, en collaboration avec la Coordonnatrice du projet et les points focaux des agences partenaires (HCDH, ONUDC). Les TDR de l'évaluation précisent une approche mixte de collecte de données et sensible au genre, couvrant les zones d'intervention clés.

Informations de contact	Nom	Organisation	Titre d'emploi	Email

Veuillez indiquer la personne de contact responsable du partage du rapport d'évaluation final avec le PBF	Patrice LAVENTURE	PNUD	Coordonnatrice de projet	patrice.laventure@undp.org
---	--------------------------	------	--------------------------	--

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au FBP ? *

- Oui
- Non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? *

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous : *

- Peu d'effet catalytique
- Effet catalytique important

Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a eu un effet catalytique modéré mais prometteur sur les dynamiques de lutte contre la corruption et de cohésion sociale en Haïti. Malgré un contexte institutionnel fragile et un environnement sécuritaire complexe, il a permis d'initier des changements importants dans les approches de coordination, d'ancrage local et de mobilisation interinstitutionnelle.

La mise en place de la Task-Force Interinstitutionnelle Anticorruption, bien qu'encore en phase d'opérationnalisation, constitue une avancée notable. Elle regroupe plusieurs organes de contrôle et de régulation (ULCC, IGF, CNMP, UCREF, BAFE, OPC), avec un protocole d'accord signé et un plan d'action triennal (2025-2028) défini. Ce cadre offre une base potentielle pour améliorer la synergie et le suivi des engagements nationaux, bien que les réunions de coordination et la mise en œuvre conjointe nécessitent encore une stabilisation. Des échanges, collaboration bilatérale ont été trouvés entre les institutions sur la trace de cette taskforce et ULCC en a profité pour mener des consultations nationales pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, lancées le 1er août 2025 à Port-au-Prince, puis poursuivies au Cap-Haïtien (Nord) et à Fort-Liberté (Nord-Est).

De même, la délégation de la structuration de la plateforme multi-acteurs à Ensemble Contre la Corruption (ECC) a permis de relancer une dynamique de concertation entre acteurs étatiques et non étatiques. La feuille de route élaborée pose les jalons d'une gouvernance participative, mais son appropriation collective reste à renforcer, notamment en élargissant les engagements institutionnels au-delà des OSC.

Le soutien technique à l'enquête nationale sur la corruption, menée par Diagnostic and Development Group (DDG) avec l'appui du HCDH, a contribué à générer une base de données inédite sur la perception et l'impact de la corruption, comblant un vide structurel pour les décideurs. Toutefois, l'exploitation effective de ces résultats par les institutions publiques reste en chantier, nécessitant un suivi post-publication pour transformer ces données en leviers de politiques publiques.

Enfin, l'ancrage territorial du projet, via les activités de l'IHDH et de l'OCNH, a permis d'amorcer une culture de vigilance citoyenne, notamment à travers les formations à l'audit social et les campagnes de sensibilisation. Ces initiatives renforcent les bases d'un engagement communautaire pour la transparence, mais leur pérennité dépendra du soutien continu à ces OSC dans un contexte où les ressources locales et la sécurité sont limitées.

En somme, le projet a posé les premiers jalons de transformations structurelles dans le champ de la gouvernance anticorruption. Il a créé des conditions favorables au dialogue, à la coordination et à la redevabilité, mais des défis importants subsistent pour consolider ces acquis et institutionnaliser les avancées.

Durabilité

Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Au-delà des résultats immédiats, le projet intègre une stratégie de sortie claire visant à assurer la durabilité des résultats obtenus au-delà de la période de financement. Cette stratégie repose sur trois piliers : le renforcement des capacités nationales, l'appropriation institutionnelle et la mise en place de mécanismes pérennes de coordination et de suivi.

La Plateforme multi-acteurs anticorruption, en cours d'opérationnalisation, constitue un cadre national de dialogue et de coordination interinstitutionnelle. Pilotée par des institutions publiques et des organisations de la société civile, elle dispose d'une structure et d'une feuille de route commune qui garantit la continuité des efforts collectifs après la clôture du projet. En parallèle, la Task Force Interinstitutionnelle Anticorruption, officiellement mise en place avec un protocole d'accord signé et un plan d'action triennal (2025-2028), représente un mécanisme durable de concertation et d'action entre les institutions de contrôle.

Des activités structurantes, telles que l'atelier de coopération d'octobre 2025, ont permis d'harmoniser les procédures d'enquête, de renforcer la collaboration interinstitutionnelle et de consolider les recommandations pour la future Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC). Parallèlement, les formations offertes à plusieurs centaines d'agents publics et de membres d'organisations locales sur les audits sociaux et l'investigation financière ont permis de créer un vivier national de formateurs et d'acteurs communautaires, capables de poursuivre les actions de sensibilisation, de contrôle citoyen et de documentation des cas de corruption.

Les actions éducatives menées par l'ULCC, notamment la reproduction et diffusion de matériels pédagogiques en créole et en français, contribuent à ancrer durablement la culture de redevabilité. L'École d'été anti-corruption (juillet 2025) a renforcé les compétences de 60 jeunes universitaires, désormais ambassadeurs de l'intégrité, tandis que la Grande Foire Anti-Corruption (septembre 2025) a élargi cette dynamique en mobilisant la jeunesse et les acteurs culturels autour du thème « Je Dénonce ».

Enfin, l'intégration des modules d'éducation à l'intégrité dans les programmes de l'École Nationale Supérieure de Technologie (ENST), avec la participation de l'Ensemble Contre la Corruption (ECC) et de l'ONUDC, ainsi que la diffusion nationale des manuels d'éducation à l'intégrité, assurent la continuité des efforts de prévention à travers le système éducatif.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet avance bien grâce à l'implication des institutions et de la société civile. Toutefois, plusieurs de ces partenaires impliqués manquent encore de capacités techniques (en matière de collecte, d'analyse), financiers et matériels pour rendre le travail de lutte contre la corruption plus efficace. Des institutions comme l'ULCC, l'IGF, la CNMP ont manifesté leur intérêt pour une assistance technique régulière et durable.

Activités de suivi et de contrôle

Veuillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations

Événement 1	Rapport final du projet	Rédaction du rapport final du projet, à produire après la soumission du rapport annuel, pour documenter les résultats obtenus, les leçons apprises et les perspectives de durabilité.	Le rapport final est attendu au à la fin de l'évaluation pour marquer la clôture administrative du projet.
Événement 2	Evaluation final du projet	Examiner la gestion financière, la pertinence des approches mises en œuvre, les résultats atteints et la durabilité des effets du projet.	Le processus d'évaluation est en cours ; l'appel d'offres pour recruter une firme locale a été lancé.
Événement 3			
Événement 4			
Événement 5			
Événement 6			
Événement 7			
Événement 8			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie PDF du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur "préparer" et enregistrez le document au format PDF.
- (Si, à la première tentative, le document PDF n'est pas lisible, fermez la page ouverte en pop-up et revenez à la première page du formulaire en ligne en utilisant l'option "Retour au début" et essayez d'imprimer la version PDF à partir de là).
- Après avoir imprimé la version PDF, soumettez le rapport à la dernière page du formulaire. Vous pouvez utiliser le bouton "Aller à la fin" dans le coin inférieur droit.
- **Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre rapport financier au format Excel sur la passerelle MPTF-O.**

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velasteguimoya@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annocera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes
